

Affaire : 24052
CONSTRUCTION DU PLATEAU TECHNIQUE DE
REEDUCATION

MAITRE D'OUVRAGE
HOPITAL MARIN

01	TERRASSEMENT - VRD	DCE	11-juil-25			
02	DECONSTRUCTION	DCE	11-juil-25			
03	GROS ŒUVRE	DCE	11-juil-25			
04	CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE	DCE	11-juil-25			
05	ETANCHEITE	DCE	11-juil-25			
06	SERRURERIE	DCE	11-juil-25			
07	MENUISERIES EXTERIEURES EN ALUMINIUM	DCE	11-juil-25			
08	MENUISERIES INTERIEURE BOIS	DCE	11-juil-25			
09	PLATRERIE - ISOLATION - PLAFONDS SUSPENDUS	DCE	11-juil-25			
10	CHAPE	DCE	11-juil-25			
11	PEINTURE - NETTOYAGE	DCE	11-juil-25			
12	REVETEMENT DE SOL SOUPLE ET MURAUX PVC	DCE	11-juil-25			
13	SIGNALETIQUE	DCE	11-juil-25			
14	ESPACES VERTS	DCE	11-juil-25			
15	CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE	DCE	11-juil-25			
16	ELECTRICITE - CFO- CFA - SSI	DCE	11-juil-25			
17	FLUIDES MEDICAUX	DCE	11-juil-25			
18	RAILS DE TRANSFERT	DCE	11-juil-25			

CCTP

Sommaire

A PRESCRIPTIONS COMMUNES	4
0 OBJET DES TRAVAUX	4
1 REPERTOIRE DU PRESENT C.C.T.P.	4
2 REPERTOIRE DES PLANS	5
3 REFERENCE AUX PLANS ET C.C.T.P.	5
4 OUVRAGES EXISTANTS	6
5 CARACTERISTIQUES ET EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	6
6 CONDITIONS DE REALISATION DU CHANTIER	8
7 SECURITE COLLECTIVE	10
8 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	10
9 PLANS TECHNIQUES, NOTES DE CALCULS	11
10 CONTROLES TECHNIQUES	11
11 BORDEREAUX	11
12 ESSAIS ET VERIFICATIONS	11
13 DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE	12
14 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES	13
15 COMPTE-PRORATA	13

A PRESCRIPTIONS COMMUNES

0 OBJET DES TRAVAUX

0 1 Objet des travaux

Les travaux à entreprendre se rapportent à :

CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE

Maître d'Ouvrage :

HOPITAL MARIN DE HENDAYE
Route de la Corniche BP 40139
64700 HENDAYE

1 REPERTOIRE DU PRESENT C.C.T.P.

1 1 Répertoire du présent CCTP

LOT N° 1 - TERRASSEMENT - VRD

LOT N° 2 - DECONSTRUCTION

LOT N° 3 - GROS OEUVRE

LOT N° 4 - CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE

LOT N° 5 - ETANCHEITE

LOT N° 6 - SERRURERIE

LOT N° 7 - MENUISERIES EXTERIEURES EN ALUMINIUM

LOT N° 8 - MENUISERIE INTERIEURE BOIS

LOT N° 9 - PLATRERIE - ISOLATION - PLAFONDS SUSPENDUS

LOT N° 10 - CHAPE

LOT N° 11 - PEINTURE - NETTOYAGE

LOT N° 12 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE ET MURAUX PVC

LOT N° 13 - SIGNALÉTIQUE

LOT N° 14 - ESPACE VERTS

LOT N° 15 - CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

LOT N° 16 - ELECTRICITE - CFO - CFA - SSI

LOT N° 17 - FLUIDES MEDICAUX

LOT N° 17 - RAILS DE TRANSFERT

2 REPERTOIRE DES PLANS

2 1 Répertoire des plans

PLANS ARCHITECTE :

01	PLAN MASSE ET SITUATION
02	PLAN MASSE 1 200 PROJET
03	PLAN DES NIVEAUX 1 200
04	PLAN NIVEAU RDC
05	PLAN NIVEAU R+1
06	PLAN NIVEAU - COMBLE
07	PLAN NIVEAU RDC 1 50 Extrait A
08	PLAN NIVEAU RDC 1 50 Extrait B
09	PLAN NIVEAU R+1 1 50
10	PLAN TOITURE
11	COUPE A TRANS
12	COUPE B LONG
13	COUPE C LONG
14	COUPE D LONG
15	FACADE DEPUIS MORANCE
16	FACADE DEPUIS CAMINO
17	FACADE DEPUIS L'OCEAN
18	FACADE DEPUIS MARIE CURIE
19	FACADE MARIE CURIE
20	REPERAGE PLAFOND
21	REPERAGE SOL
22	REPERAGE FINITIONS MURS ET RAILS PLAFONNIERS
23	REPERAGE DEMOLITIONS
24	CARNET MENUISERIES INTERIEURS
25	CARNET MENUISERIES EXTERIEURS
26	CAHIER A3 Aménagement Interieur et Signalétique

3 REFERENCE AUX PLANS ET C.C.T.P.

3 1 Référence aux plans et CCTP

Les Entrepreneurs déclarent se soumettre aux obligations des prescriptions techniques et particulières du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières des Architectes concernant l'ensemble des corps de métiers intervenant dans la réalisation du projet et faisant l'objet du présent C.C.T.P..

Ils seront donc tenus de connaître parfaitement les dites prescriptions. Ils devront connaître l'ensemble du projet pour savoir très exactement quelles sont les limites imposées à chacun des corps d'état. Le fait, pour des raisons d'économie ou de commodité, de n'avoir disposé que du seul C.C.T.P. du lot pour lequel un entrepreneur serait intéressé au moment de son étude, ne le dégage aucunement de l'obligation de prendre connaissance de l'ensemble des documents comme précisé ci-avant.

Les Entrepreneurs participant à l'appel d'offres, devront vérifier très soigneusement tous les documents écrits ou dessinés remis avec le dossier d'appel d'offres et notamment :

- les dispositions techniques.
- les cotes.
- les concordances des différents plans et documents.

Faute de signaler, toute anomalie, aux Architectes, dans les délais précisés au C.C.A.P. pour effectuer ces vérifications ou à défaut de précision dans le C.C.A.P., avant la remise des offres, ils deviendront responsables des erreurs, omissions ou défauts relevés en cours d'exécution ainsi que de tous les litiges qui pourraient survenir à leur sujet. Aucune cote ne devra être prise à l'échelle.

Ils devront exécuter tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires à l'exécution d'une prestation complète réalisée suivant les règles de l'Art pour la mise à disposition des ouvrages répondant entièrement à leur destination, y compris tous travaux et finitions non explicitement prévus par un texte du présent document ou précisés par un détail des plans d'exécution.

Ils devront donc prévoir et comprendre dans le prix global de leur offre, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. Il ne pourra être accordé de majoration quelconque aux prix consentis, compte-tenu qu'ils doivent des travaux entièrement achevés, en parfait état de fonctionnement, et exécutés sans exception, ni réserves, ni plus-values.

4 OUVRAGES EXISTANTS

4 1 Ouvrages existants

Les entrepreneurs sont tenus de se rendre compte sur place, avant l'appel d'offres, de l'état des lieux pour tenir compte dans leur offre de toutes les conséquences et les sujétions que pourraient entraîner l'état existant des lieux. Ils devront avoir une connaissance de la nature et de la résistance des ouvrages qu'ils auront prévus conservés. Ils proposeront au Maître d'Oeuvre toutes solutions qui leur paraîtront indispensables pour conformer l'état des lieux aux impératifs du projet.

Ils devront de ce fait tous les travaux de modifications, de renforts et raccordements nécessaires à la réalisation des ouvrages projetés. Ils ne pourront en cours de chantier faire prévaloir de plus-value, compte-tenu qu'ils devront des ouvrages entièrement terminés, raccordés et fonctionnels.

Il est précisé qu'ils devront prendre toutes les précautions et protections nécessaires pour ne pas abimer les ouvrages existants conservés.

5 CARACTERISTIQUES ET EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

5 1 Caractéristiques et exigences environnementales

1 - Exigences principales du chantier faibles nuisances :

- * Mesures à prendre pour la limitation des nuisances
- * Mesures à prendre pour la limitation des pollutions
- * Mesures pour la collecte et le tri des déchets de chantier

2 - Huiles végétales :

- * Utilisation exclusive d'huiles de décoffrage végétales biodégradables à plus de 70 %

3 - Bois :

- * L'utilisation de bois de provenance régionales sera privilégiée. A défaut des bois régionaux, les bois utilisés seront labellisés FSC ou PEFC
- * Les bois nécessitant un traitement chimique le seront avec des produits certifiés CTB P+
- * Les panneaux de particules et fibres auront une faible teneur en formaldéhyde, soit parce qu'ils emploieront une faible proportion de colle, soit parce que le bois sera aggloméré à l'aide de son propre liant, la lignine ou à l'aide de ciment ou de magnésie. Seuls sont autorisés sur le chantier des panneaux de classe E1

4 - Peintures :

- * Les peintures et vernis éventuellement utilisés auront le label NF Environnement ou l'écolabel européen ou la certification EC1® du système allemand EMICODE®, sauf impossibilité technique. Dans ce cas, ils seront autant que possible en phase acqueuse avec une teneur minimale en composés organiques volatils (l'entrepreneur fournira les caractéristiques environnementales des produits utilisés)
- * Tous les produits utilisés, peintures, vernis, décapants, solvants, ou co-solvants ne devront contenir aucun composé dangereux pour la santé, ou à défaut ne devront en avoir qu'une très faible concentration permettant de garantir qu'après usage les seuils d'émission indiqués ci-dessous ne seront pas dépassés dans le bâtiment. Parmi les composés dangereux pour la santé, citons :
 - Le benzène. C'est un composé organique volatil de la classe des hydrocarbures aromatiques

qui est cancérigène. Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France limite sa concentration dans l'atmosphère à 2 µg/m³.

- le formaldéhyde. C'est un aldéhyde classé cancérigène pour l'homme. L'OMS fixe la limite à 100 µg/m³ et ce, pour une durée de 30 minutes. Pour les personnes sensibilisées, en particulier les asthmatiques, la limite tombe à 10 µg/m³.
 - les éthers de glycol. Ce sont des composés organiques volatils dont certains sont responsables de malformations congénitales. L'INERIS fixe la concentration de référence à 10 µg/m³.
 - le dichlorobenzène, le tétrachlorobenzène. Ce sont des composés organiques volatils de la classe des hydrocarbures aromatiques, irritants et suspectés d'être cancérigènes.
 - le chlorure de méthylène, utilisé dans les décapants, est un solvant organique chloré agressif pour les yeux et la peau.
 - les phtalates, liquides organiques visqueux transparents, remarquables plastifiants du polychlorure de vinyl (PVC). Cancérigènes probables pour l'homme (OMS et EPA, agence de l'environnement américaine), certains sont soupçonnés d'être des perturbateurs endocriniens.
 - le styrène, le naphthalène, cancérigènes possibles pour l'homme (groupe 3 du CIRC). L'OMS fixe à 70 µg/m³ pour trente minutes les doses de styrène à ne pas dépasser. L'EPA établit à 3 µg/m³ celles du naphthalène.
- * Seront interdits sur le chantier :
- les produits comportant plus de 5 % de solvant organique
 - les produits comportant des éthers toxiques dérivés de l'éthylène glycol
 - les pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome).

5 - Fibres minérales :

- * Si utilisation de faux-plafonds en laine de verre, ceux-ci devront être labellisés "Eco-Label du Cygne" ou "Indoor Climate Label"
- * Lorsque les dalles de faux-plafonds contiennent des fibres minérales, il faudra fournir un certificat du fabricant garantissant la non biopersistance de ces fibres, selon la recommandation européenne 97/69/EC.
- * Les laines minérales utilisées en faux-plafonds devront être ensachées sur la face extérieure pour éviter la dispersion des fibres (laine type Monospace Contact d'ISOVER ou équivalent), sauf si le revêtement nuit à l'absorption acoustique.

6 - Choix des matériaux :

L'opération est menée avec une démarche environnementale et les caractéristiques d'usage et environnementales ont fait partie des critères de choix des matériaux. Un système permettant de suivre l'observation des prescriptions par les entreprises est mis en place. Les matériaux mis en œuvre font l'objet de fiches établies, en conformité à la **norme P 01- 010**.

Dans le cas où les entrepreneurs proposeraient une variante par rapport aux préconisations inscrites dans les CCTP, ils devront fournir tous plans, tous documents, tous échantillons permettant de juger que les qualités d'usage, d'habitabilité, de durabilité, de solidité, thermiques, acoustiques, esthétiques, environnementales, d'entretien, ..., sont au moins égales à celles précisées dans le présent dossier.

En cas de proposition de changement, elles ont l'obligation de fournir une fiche renseignant sur ces caractéristiques et sur l'entretien à prévoir. Le visa sera donné au vu de cette fiche après comparaison avec la fiche du matériau préconisé par la maîtrise d'œuvre. Ils devront également préciser toutes les incidences possibles sur les travaux des autres lots. Le non-respect de cette obligation impliquerait la prise en charge des travaux à faire exécuter par le titulaire des lots concernés.

En outre, l'entrepreneur fournira avant la fin des travaux, tous les documents tels que plans et notices techniques, de nature à faciliter la maintenance de l'enveloppe et des équipements et les interventions ultérieures sur les ouvrages, sous forme papier et sur support CD-ROM.

L'entreprise devra soumettre à l'avance des fiches de données de sécurité des produits qu'elle compte utiliser. Ces fiches donnent une indication sur les caractéristiques environnementales des produits.

6 CONDITIONS DE REALISATION DU CHANTIER

6.1 Pour les travaux décrits aux chapitres ci-dessous l'entrepreneur devra, pour plus de précisions, se reporter au plan général de coordination établi par le coordonnateur de sécurité et protection de la santé

L'attention des Entrepreneurs est attirée sur les faits suivants et il en sera tenu compte dans les offres de chaque entreprise. Ils ne pourront compte-tenu de ces précisions, faire prévaloir une plus-value quelconque après la remise des offres lors de la réalisation du chantier :

6.1 1 Gestion des déchets et des décombres

Suivant PGC joint dans le présent dossier de consultation des entreprises.

6.1 2 Occupation des lieux

- Le chantier ne devra apporter aucune gêne au fonctionnement des bâtiments et abords occupés pendant le chantier.
- L'usage de marteaux piqueurs ou d'équipements bruyants est à proscrire pendant la journée
- Cette occupation entraînera :
 - une réalisation en phases successives afin de limiter au maximum l'exposition des locaux aux inconvénients de chantier (intempéries, occupation et fonctionnement des locaux et autres).
 - une protection des locaux pendant les travaux (intempéries et contraintes de chantier, sécurité, poussières, bruit, etc...).
 - toutes les sujétions, notamment de programmation dans les délais d'exécution, entraînées par ce type de réalisation.
- Une attention particulière devra être apportée lors de la démolition et de la dépose des équipements (canalisations eau, évacuations, alimentations électriques, etc...), afin de ne pas couper les divers circuits des locaux non concernés par les présents travaux.

6.1 3 Dégradations et accidents de chantier

Toutes dégradations constatées sur les réseaux divers résultant des démolitions, des déposes, des déplacements ou dévoiements seront immédiatement réparées par des entreprises spécialisées.

- Les réparations seront faites sur les espaces verts, réseaux divers et voies d'accès, hors de l'emprise des prestations, s'il était constaté des dégradations découlant du chantier. Les frais de réparations seront supportés par l'entrepreneur responsable. Si la responsabilité ne pouvait être établie, les frais de réparations seront supportés par l'ensemble des entreprises participant à la réalisation des travaux décrits dans le présent CCTP et suivant un compte-prorata basé sur le montant des marchés de chaque entreprise, la gestion de ces frais sera prise en charge par l'Entrepreneur principal chargé de la gestion du compte-prorata, c'est à dire le lot GROS-OEUVRE.
- Les frais de réparations ou de remplacement d'ouvrages rendus défectueux par suite d'accidents de chantier seront supportés par l'entreprise responsable. Si la responsabilité ne pouvait être établie, les frais de réparation ou de remplacement seront supportés par l'ensemble des entreprises participant à la réalisation des travaux décrits dans le présent CCTP et suivant un compte-prorata établi sur les mêmes bases ci-avant précisées.

6.1 4 Frais de chantier

Les frais de consommation de chantier notamment d'eau, d'électricité et téléphone, seront répartis entre toutes les autres entreprises selon un compte-prorata.

- Les branchements provisoires de chantier eau-électricité-téléphone seront :

à la charge du lot :

- GROS-OEUVRE
- ELECTRICITE en ce qui concerne l'électricité et le téléphone.
- SANITAIRE en ce qui concerne l'eau.

Les raccordements seront effectués règlementairement avec transformateurs de courant éventuels, coffrets de chantiers adaptés à l'importance de ceux-ci, robinets d'arrêt après compteur avec surpresseurs ou détendeurs éventuels et de puisage situés sur le chantier, raccordements téléphoniques jusqu'aux locaux à desservir (cabane ou au local de chantier destinée aux réunions, cabanes ou locaux administratifs du chantier destinés aux entreprises intervenant sur le chantier, etc...).

Les dessertes intérieures du chantier qu'elles soient en surface ou en élévation seront dues par les entreprises concernées, SANITAIRE pour l'eau, ELECTRICITE pour l'électricité et téléphone, (avec coffrets de raccordements, robinets de puisage, etc...).

Tous ces raccordements seront effectués conformément aux règles de sécurité et notamment à celles découlant de l'Inspection du Travail.

- Les frais de constat d'huissier.

Les frais de constat d'huissier sur les locaux existants, voisinage immédiat et riverains tels que précisé dans l'article "Conditions de réalisation du Chantier" seront à la charge du lot principal, soit le lot :

- GROS-OEUVRE.

- Les frais de location, de contrôle, de charge et d'évacuations à la décharge publique, d'un ou des containers-réceptacles de gravois de chantier, seront portés au compte-prorata supporté par toutes les entreprises intervenant sur le chantier et ci-avant déterminées à l'article Répertoire du présent CCTP, en fonction du montant de leur décompte arrêté des travaux.

La gestion de ces frais sera prise en charge par le lot GROS-OEUVRE.

Les avances de frais seront supportées par le lot GROS-OEUVRE qui les répartira sur le compte-prorata avec factures justificatives acquittées.

Le ou les containers seront placés, après approbation par l'ensemble des entreprises lors de la 1ère réunion de chantier, de façon à ne pas gêner le fonctionnement du chantier. La démarche pour la mise en place du ou des containers sera faite par le lot GROS-OEUVRE. Il est précisé que la Société louant les containers assurera la rotation de ces containers afin de permettre une évacuation constante des gravois.

6.1 5 Cloture de chantier

Il sera réalisé une clôture de chantier à la charge du lot Gros-Oeuvre

6.1 6 Panneaux et cabanes de chantier

- Le panneau de chantier sera fourni et placé par le lot GROS-OEUVRE. La dimension du panneau et les inscriptions parfaitement rédigées et lisibles.

- La fourniture et la mise en place d'un "bureau de chantier" équipée pour la tenue des réunions de chantier fermant à clé, éclairée, raccordée téléphoniquement et chauffée, avec tables, chaises, panneaux d'affichage, etc...sera due par le lot GROS-OEUVRE. Dans ce bureau l'entrepreneur chargé de sa fourniture et de sa mise en place, devra également fournir :

- les dossiers plans et notes de calcul architectes et bureaux d'études.
- les dossiers pièces écrites C.C.T.P., C.C.A.P.
- les P.V. des réunions de chantier.
- les dossiers et affiches concernant les règles de sécurité
- etc...

- Le lot GROS-OEUVRE devra également les cabanes d'installations sanitaires, vestiaires et cantines, pour l'ensemble du personnel du chantier, raccordées aux réseaux d'eau, d'égout et d'électricité. Ces cabanes seront installées conformément à la législation en vigueur et notamment les règles d'hygiène et sécurité.

7 SECURITE COLLECTIVE

7 1 Sécurité collective

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et l'hygiène du chantier, conformément à la législation en vigueur, aussi bien pendant les heures de travail qu'en dehors de ces heures.

Il veillera au nettoyage et à la sécurité des voies du domaine public et devra respecter l'environnement des propriétés mitoyennes.

L'entrepreneur tiendra compte dans l'organisation du chantier et dans les travaux eux-mêmes du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (**PGC**) émis par le Coordonnateur Sécurité en phase **CONCEPTION** et **RÉALISATION** conformément aux textes en vigueur :

- loi n° 93-1418 du 31/12/93
- décret n° 94-1159 du 26/12/94
- décret n° 95-543 du 04/05/95
- décret n° 95-607 et 608 du 06/05/95
- arrêtés du 07/03/95
- tous textes officiels publiés en application des textes précités

8 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

8 1 Prescriptions techniques

Tous les travaux décrits dans le présent CCTP devront être conformes aux normes, règles de calcul, règlements et agréments en vigueur à la date de l'appel d'offres et applicables aux travaux et matériaux concernés. Ces normes, règles de calcul, règlements et agréments sont définis notamment dans les documents suivants :

- DTU Annexes et additifs
- NF AFNOR USE
- C.S.T.B.
- Décrets concernant les règles générales de construction des bâtiments d'habitations
- Circulaires, décrets et arrêtés ministériels relatifs à l'économie de combustibles et d'énergie.
- Arrêtés et circulaires concernant le label confort acoustique
- Règlements de sécurité contre l'incendie
- Code du travail
- Code civil
- Règlements sanitaires départementaux
- Cahier des Clauses Techniques Générales concernant tous les corps de métiers sans exception y compris espaces verts.
- U.T.E.
- T.H.G.
- Décrets assurant la sécurité des travailleurs
- **Norme NF P 01-010 : Décembre 2004, Qualité environnementale des produits de construction - Déclaration environnementale et sanitaire des produits de construction**
- **Norme NF P 01-020-1 : Mars 2005 : Qualité environnementale des produits de construction - Partie 1 : cadre méthodologique pour la description et la caractérisation des performances environnementales et sanitaires des bâtiments**
- Réglementation thermique (RE2020) relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles des bâtiments.
- code de la construction et de l'habitation
- code de l'urbanisme
- règlement des produits de construction (marquage CE
- règles professionnelles
- exigences des documents d'urbanismes cités dans le rapport produit à l'adresse sur le site georisques.gouv.fr

- Etc....

En cas de contradiction, les documents précisés ci-avant auront priorité sur tout autre document écrit ou graphique fournis avec le dossier d'appel d'offres, les Entreprises devront dans ce cas, sans plus-value puisque faisant partie de leur offre, prévoir et réaliser tous les ouvrages complémentaires pour se conformer aux dits documents.

9 PLANS TECHNIQUES, NOTES DE CALCULS

9 1 Bureaux d'études

Les plans techniques dans le cadre d'une mission sans plans d'exécution des ouvrages, sont établis par les Bureaux d'Etudes suivants :, notes de calcul, seront établis par un Bureau d'Etudes :

Pour les ouvrages de Gros-Oeuvre/ terrassement / VRD :

CETAB

Résidence GURE DOYA
64600 ANGLET

Pour les ouvrages de Plomberie, VMC, Electricité, chauffage, fluides médicaux, SSI :

CETAB

Résidence GURE DOYA
64600 ANGLET

10 CONTROLES TECHNIQUES

10 1 Contrôles techniques

Le contrôle technique est assuré par l'Organisme de contrôle suivant :

QUALICONSULT

28/30 chemin Sabalce
64100 BAYONNE

11 BORDEREAUX

11 1 Bordereaux de prix

L'Entrepreneur soumissionnaire est tenu de respecter la nomenclature du bordereau de prix joint au C.C.T.P. S'il juge cette nomenclature incomplète pour répondre explicitement aux prescriptions du C.C.T.P., il devra la compléter et présenter une annexe à la nomenclature correspondant à l'article concerné.

Dans le cas d'oublis, il complètera le bordereau à la suite de ce dernier afin de présenter un prix global représentant la valeur de l'ensemble des travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages comme précisé ci-avant en article "Références aux plans et C.C.T.P".

12 ESSAIS ET VERIFICATIONS

12 1 Essais et verifications

Toutes les Entreprises sans exception sont tenues de fournir à l'Organisme de Contrôle pour tous les matériaux ou matériels employés dans la réalisation du bâtiment faisant l'objet du présent CCTP, les procès-verbaux d'agrément aux Normes Françaises Homologuées ou de conformité à un Avis technique du CSTB ou à défaut de l'U.T.E., à

condition que l'avis technique ait été accepté par la Commission Technique visée dans la police individuelle de base établie par l'A.R.C.E.S.

De plus, les entreprises, GROS-OEUVRE, SANITAIRE, ELECTRICITE- COURANTS FAIBLES- CHAUFFAGE - VMC, sont tenues de procéder, avant réception, aux essais et vérifications, en vue de s'assurer que les prestations fournies sont conformes aux prescriptions du présent CCTP. Chaque entreprise sera tenue de fournir au Maître d'Oeuvre et à l'Organisme de Contrôle, les résultats et conclusions des essais et vérifications effectuées.

Les essais et vérifications seront effectuées par référence :

- aux documents COPREC reproduits dans le Moniteur supplément spécial n° 49.54 de octobre 1998

Les résultats de ces essais et vérifications devront être consignés dans le procès-verbal indiqué dans le document COPREC reproduit dans le Moniteur spécial supplément N°49.54 du 6 novembre 1998.

13

DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE

13 1

Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage

De façon à faciliter l'entretien et la maintenance des ouvrages, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement et au fur et à mesure qu'il a mis en oeuvre les matériaux et matériels :

1) Les notices techniques et descriptives des fournisseurs des matériaux et matériels :

- * Le matériel fourni, s'il est constitué d'assemblages complexes, fera l'objet d'une description précise complétée de plans et, si nécessaire, de vues « éclaté ».
- * Les caractéristiques et références des différentes pièces seront répertoriées ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur.
- * La notice technique descriptive devra permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant.

2) Les notices de fonctionnement et d'utilisation des matériaux et matériels :

- * Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera la mode d'emploi détaillé.

3) Les notices d'entretien et de maintenance des matériaux et matériels, en précisant en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventives, avec la fréquence des interventions, ainsi que les consignes de prévention nécessaires avant d'exécuter l'entretien et la maintenance

4) Les plans de récolement et de détails comprenant les relevés précis des positionnements des ouvrages

5) Les plans d'exécution et notes de calculs visés et corrigés conformément aux ouvrages exécutés (par le Maître d'Oeuvre, si exécutés par les entreprises)

6) Les procès verbaux de classement ou label pour les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement ou label.

7) La garantie du constructeur :

- * Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur une attestation sera jointe.

8) Démonstration :

- * Pour les ouvrages ou appareillages dont l'usage nécessite des manoeuvres complexes ou délicates, une démonstration sera faite à l'installation, par le constructeur, à l'agent de maintenance du Maître de l'Ouvrage.

9) Formation :

- * Pour le matériel ou les équipements dont l'usage nécessite un apprentissage particulier, l'entrepreneur prévoira la formation de l'agent de maintenance de l'établissement. A l'issue de cette formation, l'agent de maintenance devra être en mesure d'utiliser efficacement, et

en toute sécurité, le matériel ou les équipements concernés.

L'ensemble de ces documents seront à remettre en deux exemplaires au SPS.

14 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

14 1 Dossier des ouvrages exécutés

Toutes les entreprises sont tenues de fournir un dossier des ouvrages exécutés à la fin du chantier. Ce dossier sera composé de plans, schémas et notices de fonctionnement en **UN** exemplaires papiers et **1** **exemplaire informatique** (avec document Pdf et DWG).

15 COMPTE-PRORATA

15 1 Compte-prorata

Le compte-prorata sera géré par le LOT GROS-OEUVRE. Toutes les sommes dues au titre de ce compte seront versées par TOUTES LES ENTREPRISES au gestionnaire du dit compte 1 mois au plus tard après la fin des travaux sous peine de suspension des paiements par le Maître de l'Ouvrage.